

Monsieur le Président,

Vous nous conviez à ce groupe de travail sur des sujets que vous avez choisis, sur des thèmes que vous voulez "peaufiner" avant le CHSCT.

En tout premier lieu, nous vous rappelons notre demande collégiale de tenue d'un CHSCT que nous aurions aimé voir programmé très vite...

Il n'y a pour vous aucune urgence et tout va bien..

Vos décisions sont prises et impactent directement nombre d'agents et leur santé.

- Nouvelle expérience au SIP de LAON dont les agents subissent un management qui a détruit tout esprit d'équipe, de collectif et produit de la souffrance au travail
- Restructuration au SIP de SOISSONS sur le même type que celui de LAON avec donc très probablement les mêmes effets.
- Suppression de la partie SIE des SIP SIE, dans un premier temps de Chauny et Guise, sans aucune consultation du CHSCT
- Absence complète de réponse à notre demande d'analyse de l'accident de travail survenu lors de la fermeture du CFP de CONDE EN BRIE
- Engagement plus que complet et conduisant à un déficit budgétaire des crédits du CHSCT
- Absence de suivi de certains avis du médecin de prévention pour l'aménagement de poste: combien? Pourquoi?

Nous sommes des agents impliqués dans ce CHSCT et cette dimension de prévention, cette recherche de tout mettre en œuvre pour le bien être au travail

Au vu de ce que nous avons listé ci dessus, nous constatons que vous avez décidé de bafouer le dialogue social en engageant des travaux impactant directement la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents de ce département, sans avoir au préalable consulté le CHSCT.

Si l'urgence était la validation des dépenses liées à ces travaux, il fallait convoquer le CHSCT plus tôt, vous auriez alors rejoint une demande de l'intersyndicale et fait preuve d'apaisement dans le contexte particulièrement tendu que nous connaissons actuellement à la DGFIP en général et à la DDFiP de l'Aisne en particulier.

Vous avez préféré agir autrement, nous en prenons acte et nous en tirons les conséquences en refusant de participer à ce GT ce jour."

Ce GT ne peut être considéré que comme une offre de dialogue ou la recherche d'un consensus dans l'intérêt de tous. Il ne peut vous servir d'alibi pour masquer tous les dysfonctionnements des instances locales de dialogue social !